



---

# Lettre d'information

## Réduction de l'horaire de travail

### Assurance-chômage

---

### Les principales modifications en bref

Afin de garantir les places de travail et d'éviter les licenciements résultant de la COVID-19, les prestations de l'assurance-chômage dans le domaine de l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT) doivent à nouveau être étendues de manière ciblée.

Ainsi, la procédure simplifiée pour le préavis et la procédure sommaire pour le décompte de la RHT sont prolongées jusqu'au 31 mars 2021. Durant cette période, aucune heure en plus ni occupation provisoire ne doit être prise en compte. Le Conseil fédéral a modifié l'ordonnance COVID-19 assurance-chômage en conséquence le 18 décembre 2020.

À la même date, le Parlement a décidé en outre que les mois pendant lesquels la perte de travail dépasse 85 % entre mars 2020 et mars 2021 ne devaient pas être pris en compte dans les quatre mois autorisés au maximum et que le jour d'attente mensuel avant de pouvoir percevoir l'indemnité en cas de RHT était supprimé rétroactivement à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2020.

Vous ne devez rien entreprendre. L'assurance-chômage adaptera votre décompte après la décision définitive du Conseil fédéral et vous versera la différence pour les jours d'attente. Cela prendra toutefois un certain temps dans la mesure où un nombre élevé de décomptes reste à adapter.

Par ailleurs, le Parlement a aussi décidé que l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail s'élèverait à 100 % pour les revenus inférieurs ou égaux à 3470 francs. S'agissant des revenus supérieurs à 3470 francs mais inférieurs à 4340 francs, l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail est de 3470 francs pour une perte de gain complète, et les pertes de gain partielles sont calculées de manière proportionnelle. À partir de 4340 francs, l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail est l'indemnité ordinaire et atteint donc 80 %. L'affectation à une catégorie des salaires correspondant à un temps partiel a lieu sur la base d'une extrapolation du salaire à plein temps. La présente modification s'applique du 1<sup>er</sup> décembre 2020 au 31 mars 2021.

À partir de janvier 2021, les travailleurs ayant un contrat de travail à durée déterminée et les apprentis auront à nouveau droit à l'indemnité en cas de RHT. Le versement de l'indemnité aux apprentis a pour but de garantir la poursuite effective de leur formation.

Le Conseil fédéral édictera les dispositions d'application correspondantes au cours du mois de janvier 2021 dans le cadre d'une modification de l'ordonnance COVID-19 assurance-chômage.

Vous trouverez les informations concernant les dernières décisions et leur mise en œuvre concrète sur [www.travail.swiss](http://www.travail.swiss).

Pour toute autre question, votre caisse de chômage se tient à votre disposition.